

Note stratégique

Penser les dynamiques hydropolitiques

Le cas du barrage Medog sur le Brahmapoutre

Note n°153

Octobre 2026

Eugénie Stoclet

*Postdoctorante à l'IEDP (Université Paris-Saclay),
résidente à l'IRSEM*



Résumé

Le projet du barrage Medog, futur plus grand barrage hydroélectrique du monde, en construction depuis 2025 sur le cours inférieur du Yarlung Zangbo/Brahmapoutre, s'inscrit dans un contexte de stress hydrique croissant, de changements climatiques et de rivalités sino-indiennes autour des ressources transfrontalières. Élément stratégique pour les deux pays, le bassin soulève des enjeux de sécurité hydrique, de souveraineté et d'asymétries de pouvoir. Cette note stratégique analyse les reconfigurations des relations associées au barrage ainsi que les narratifs médiatiques qui l'entourent, à partir d'une analyse thématique de médias chinois et indiens anglophones sur la période 2020-2026. L'analyse soutient que le barrage agit moins comme un facteur autonome de conflit que comme un révélateur et accélérateur de dynamiques hydropolitiques et sécuritaires préexistantes. Les résultats révèlent des récits contrastés : menace pour la sécurité hydrique côté indien, discours technique et développemental côté chinois. Ces représentations contribuent à une forme de sécuritisation de l'eau, à la politisation des infrastructures et à la reconfiguration des rapports de puissance dans les relations sino-indiennes, mettant en lumière le rôle des grands barrages comme catalyseurs de dynamiques régionales.

Sommaire

3 Introduction

5 Hydropolitique, asymétries et narratifs sur le Brahmapoutre

Le cadre analytique de l'hydro-hégémonie et les récits de guerres de l'eau	5
Le contexte hydro-stratégique sino-indien	6
Les narratifs hydropolitiques	9

12 Le barrage Medog et les recompositions hydropolitiques régionales

Le projet de barrage Medog	12
Entre sécuritisation et normalisation du projet	12
Les effets d'une perception de l'eau comme enjeu sécuritaire	16

17 Conclusion

18 Bibliographie

Introduction

L'eau douce est une ressource vitale inégalement répartie dans l'espace et dans le temps (Frey, 1993 ; Gleick, 1993). On estime ainsi que 310 bassins transfrontaliers subviennent aux besoins de 52 % de la population mondiale et couvrent 47,1 % de la superficie terrestre de la planète (McCracken & Wolf, 2019). Cette répartition inégale confère à l'eau un potentiel d'instabilité en matière d'accès, de contrôle et d'utilisation (Mirzaei-Nodoushan *et al.*, 2021). Dans un contexte marqué par l'augmentation du stress hydrique¹, les changements climatiques et la croissance des besoins énergétiques, les enjeux liés à la gestion des ressources en eau revêtent une importance stratégique croissante, particulièrement dans les bassins transfrontaliers. Cette dynamique est renforcée par le fait que les changements climatiques sont fréquemment identifiés à la fois comme des facteurs d'aggravation du stress hydrique et comme des menaces potentielles pour la sécurité hydrique et humaine. Ils sont également régulièrement présentés comme des multiplicateurs de risques de conflit, notamment à travers l'intensification des pénuries en termes de sévérité, de fréquence et de durée (Barnett, 2003 ; Kallis & Zografos, 2014 ; Froese & Schilling, 2019). Ces évolutions ont contribué au développement de narratifs présentant l'eau comme un facteur potentiel de conflit, voire comme un enjeu susceptible de donner lieu à des « guerres de l'eau ». Si cette expression a été largement critiquée pour son caractère réducteur et pour sa tendance à privilégier les dynamiques de conflit au détriment des formes de coopération, elle témoigne néanmoins d'une perception de l'eau comme un enjeu stratégique (Homer-Dixon, 1994 ; Butts, 1997 ; Wolf *et al.*, 2003 ; Allan, 2005). L'enjeu n'est donc pas seulement de déterminer si les tensions autour de l'eau peuvent conduire à un conflit armé, mais également d'analyser la manière dont les ressources hydriques sont construites comme des questions de sécurité et comment cette représentation peut contribuer à orienter les stratégies et les réponses des acteurs.

L'Asie constitue, à ce titre, un espace particulièrement stratégique. Continent le plus peuplé du monde, il dépend fortement de ses ressources hydriques. La région himalayenne concentre ainsi une partie importante des réserves en eau douce de la planète et donne naissance à plusieurs grands fleuves dont dépendent plus d'une centaine de millions de personnes. C'est notamment le cas du Brahmapoutre, qui prend sa source dans les montagnes du plateau tibétain, puis coule depuis l'Himalaya chinois jusqu'en Inde et au Bangladesh, et finit par rejoindre le Gange et se déverser dans la baie du Bengale. Ce bassin, à la fois très peuplé et en plein développement économique, dépend fortement de ces ressources, ce qui engendre également une forte demande énergétique (Zhang, 2016 ; Jiang *et al.*, 2017).

La situation de la Chine et de l'Inde constitue un facteur structurant des dynamiques hydro-politiques régionales. La combinaison du stress hydrique, de la croissance démographique, des besoins énergétiques et des effets des changements climatiques renforce le caractère stratégique du Brahmapoutre pour les deux puissances. Alors que la Chine cherche notamment à sécuriser ses besoins énergétiques et son développement régional, l'Inde perçoit davantage le fleuve comme une ressource essentielle à sa sécurité hydrique et au développement de ses régions orientales (Zhang, 2016 ; Zhang et Li, 2018). Le Brahmapoutre apparaît ainsi comme

1. Le stress hydrique, bien qu'ayant plusieurs définitions, correspond globalement à une situation où les besoins en eau ne sont pas satisfaits, soit parce que la demande est trop importante, soit parce que la qualité de l'eau ne permet pas d'y répondre. On estime généralement qu'en dessous de 1 600 m³/habitant/an on se trouve dans une situation de stress hydrique (Wolf *et al.*, 2003). La FAO définit pour sa part son indicateur 6.4.2 « Niveau de stress hydrique » comme le prélèvement d'eau douce en proportion des ressources en eau douce disponibles. <https://www.fao.org/sustainable-development-goals-data-portal/data/indicators/642-water-stress/fr>.

une ressource stratégique tant du point de vue énergétique qu'économique, et la valorisation du potentiel hydroélectrique tibétain apparaît comme un enjeu énergétique et économique majeur pour Pékin.

Dans ce contexte, le développement d'infrastructures vient modifier non seulement les caractéristiques physiques de l'eau (effets sur le débit, la saisonnalité, les volumes d'eau), mais également les dynamiques hydropolitiques régionales et la portée stratégique de la ressource. Le cas présent s'intéresse plus particulièrement au projet de barrage hydroélectrique chinois sur le cours inférieur du Yarlung Zangbo, parfois nommé barrage Medog ou Motuo (voir carte de localisation). La construction de cette infrastructure, lancée en juillet 2025 (Wang, 2025 ; Xinhua, 2025), intervient dans un contexte marqué par des tensions territoriales persistantes entre la Chine et l'Inde, par une forte dépendance régionale aux ressources hydriques du bassin et par des asymétries importantes dans le contrôle du fleuve.

Les discours associés au barrage témoignent également de la persistance de narratifs sécuritaires autour du Brahmapoutre, notamment ceux liés aux « guerres de l'eau », aux vulnérabilités des pays en aval ou encore aux asymétries de pouvoir dans la gestion des ressources transfrontalières. Ces discours contribuent à construire le fleuve comme un enjeu stratégique et de sécurité, sans pour autant que cette construction implique nécessairement l'existence d'une menace ou d'un conflit armé. Le barrage Medog apparaît donc moins comme une cause autonome de conflit que comme un révélateur et un accélérateur de dynamiques hydropolitiques, sécuritaires et hydro-hégémoniques déjà présentes dans les relations sino-indiennes autour du Brahmapoutre. Les récits associés au barrage contribuent notamment à renforcer certaines perceptions de vulnérabilité, d'asymétrie de pouvoir et de compétition régionale, tout en participant à la reconfiguration des réponses politiques, infrastructurelles et diplomatiques des acteurs concernés.

Cette note stratégique s'intéresse ainsi aux reconfigurations hydropolitiques liées au barrage Medog ainsi qu'aux discours qui accompagnent ce projet. Il cherche plus particulièrement à analyser la manière dont les narratifs associés au barrage viennent illustrer, confirmer ou nuancer certaines dynamiques décrites dans la littérature sur les relations hydropolitiques sino-indiennes, notamment en matière de sécurisation de l'eau, d'hydro-hégémonie et de rivalités régionales, concepts définis dans la première partie de la note. Pour cela, cette recherche se fonde sur une analyse thématique et de contenu d'articles de presse ou de médias (et potentiellement de communication politique) chinois et indiens. Trente et un articles indiens ont été analysés (issus notamment de *The Times of India*, *The Hindu* et *The Indian Express*), ainsi que vingt-deux articles chinois (issus notamment de *People's Daily*, *Global Times* et *Xinhua*), dans leur version anglophone afin de refléter la communication de ces pays sur la scène internationale. À ces fins, des recherches par mots-clés¹ ont été effectuées sur chacun des sites pour identifier les articles parus entre le 1^{er} janvier 2020 et le 30 avril 2026. Une fois les articles pertinents sélectionnés, un premier repérage des thèmes a été effectué au moyen d'un codage inductif des données, permettant d'identifier les thèmes récurrents au sein du corpus. Il convient toutefois de souligner une dissymétrie : les publications indiennes, plus nombreuses, proviennent majoritairement des médias et ne reflètent pas nécessairement les positions des autorités, tandis que les publications chinoises reprennent souvent le discours officiel et s'apparentent, de fait, davantage à de la documentation officielle.

1. Les mots-clés incluaient « Medog », « Motuo », « Yarlung Zangbo », « Brahmapoutre » ou encore « hydropower » et « dam », dans différentes orthographes.

Cette note commencera par revenir sur les dynamiques hydropolitiques sino-indiennes autour du Brahmapoutre, avant d'analyser les narratifs associés au barrage Medog et les recompositions régionales que celui-ci contribue à accélérer.

Hydropolitique, asymétries et narratifs sur le Brahmapoutre

Le cadre analytique de l'hydro-hégémonie et les récits de guerres de l'eau

Le narratif des « guerres de l'eau », fortement développé à partir des années 1980, témoigne d'une vision de l'eau comme vecteur de tensions : dans une perspective néo-malthusienne, l'augmentation de la population et de la demande conduirait à la raréfaction des ressources, lesquelles intensifieraient la concurrence entre les différents usagers et pourraient déclencher des conflits autour de leur contrôle, leur répartition et leur utilisation (Homer-Dixon, 1994 ; Butts, 1997 ; Urdal, 2005).

Cette lecture, fortement contestée par une partie du monde académique pour son exagération des dynamiques de conflit au détriment des dynamiques de coopération, et pour son déterminisme environnemental au détriment d'autres enjeux et facteurs (problèmes de gestion de la ressource, questions de justice, question de la richesse, etc.), reste influente. Toutefois, même si les problèmes d'accès et de contrôle de la ressource en eau sont rarement les seuls facteurs de conflits, ils peuvent servir à la fois de déclencheurs et de multiplicateurs du risque de conflit (Wolf et al., 2003 ; Allan, 2005 ; Selby & Hoffmann, 2014 ; Warner et al., 2017). Par ailleurs, un conflit peut être latent et se manifester sous différentes formes (Zeitoun & Warner, 2006).

À ce titre, différents chercheurs ont travaillé sur les notions de sécuritisation de la ressource en eau, c'est-à-dire sur les processus de transformation des questions hydriques en « *matter of top national security* » (Cascão & Zeitoun, 2010, p. 32) par un acteur dit sécurisant (« *securitizing actor* » (Biba, 2014, p. 27)). Les discours associant sécurité nationale et ressources en eau permettent ainsi de légitimer certaines actions au nom d'un intérêt supérieur ou du bien commun (Warner et al., 2017). Bien que ces discours construisant l'eau et les infrastructures hydrauliques comme des enjeux de sécurité ne reflètent pas nécessairement une menace réelle, ils contribuent à reconfigurer la situation elle-même. La caractérisation de certains objets ou enjeux (ici l'objet de référence est l'eau) comme relevant de la sécurité a ainsi des conséquences sur la manière dont le sujet est appréhendé et traité, tant à l'intérieur du pays qu'au-delà de ses frontières (Buzan et al., 1998 ; Xie et Warner, 2021 ; Sahu et Mohan, 2022). À l'inverse, la notion de désécuritisation se réfère au processus faisant sortir un sujet de l'agenda sécuritaire (Biba, 2014).

Les enjeux de contrôle et d'utilisation de la ressource en eau sont fortement marqués par les interactions entre les pays se partageant un bassin transfrontalier et par les rapports de force qu'ils entretiennent (Frey, 1993 ; Gleick, 1993). Le cadre de l'hydro-hégémonie (HHF) a été élaboré pour rendre compte des asymétries de pouvoir pouvant exister entre les pays partageant un bassin et pour appréhender ces dynamiques au-delà du prisme des guerres de l'eau ou de la coopération (Zeitoun & Warner, 2006 ; Menga, 2016 ; Warner et al., 2017). Les

hydro-hégémons sont des pays « *with more relative power in the basin [that] can determine the status quo of water allocation* » (Mirumachi & Allan, 2007, p. 11). Le cadre de l'hydro-hégémonie s'inspire des trois dimensions du pouvoir de Lukes¹ (2005) pour proposer différents piliers qui soutiennent la position hégémonique. Ces piliers, tels que mis à jour par Cascão et Zeitoun (2010), font référence à la géographie (position sur le cours d'eau), le pouvoir matériel (capacité matérielle d'un acteur à obtenir ce qu'il veut d'un autre), le pouvoir de négociation (pouvoir de contrôler et de choisir les règles du jeu) et le pouvoir idéationnel (capacité à imposer les règles en façonnant les perceptions et les préférences). Ces différents piliers affectent les rapports de force entre les pays se partageant un bassin transfrontalier et sont particulièrement importants lorsque l'eau revêt une portée stratégique².

Ces aspects théoriques permettent ainsi d'appréhender le bassin du Brahmapoutre non seulement à travers les tensions qui peuvent opposer les pays riverains, mais également à travers les asymétries de pouvoir qui structurent leurs relations autour de la ressource. Ils permettent notamment d'interroger la manière dont la position de la Chine en amont, ses capacités matérielles et infrastructurelles et son pouvoir idéationnel influencent les dynamiques hydropolitiques régionales, ainsi que la manière dont les processus de sécuritisation et de désécuritisation contribuent à façonner les perceptions et les stratégies des acteurs.

Le contexte hydro-stratégique sino-indien

La situation hydrique de la Chine et de l'Inde constitue un facteur important des dynamiques hydropolitiques régionales et un élément majeur de compréhension du développement des infrastructures dans la région (Gulati et al., 2018). Comme le montre le tableau 1, si la Chine représente environ 17 % de la population mondiale, seuls 6 % des ressources en eau douce du monde se trouvent sur son territoire (Zhang et Li, 2018). Son prélèvement d'eau par habitant est par ailleurs particulièrement bas, la moyenne mondiale étant 25 % plus élevée (voir tableau 1). Avec la combinaison de la pression anthropique (surexploitation des ressources issue du développement démographique, de l'industrialisation et de la pollution de l'eau) et environnementale (augmentation du stress hydrique sous l'effet des impacts des changements climatiques), la Chine voit l'eau devenir une ressource de plus en plus cruciale, y compris pour son potentiel de production d'énergie hydraulique. La Chine est en effet fortement dépendante de sa production hydroélectrique, étant le premier consommateur au monde avec 17 %³ de son énergie provenant de l'hydroélectricité et une forte croissance du secteur (IEA, 2021 ; Ganeshpandian, 2024). Certaines régions expérimentent déjà des pénuries d'électricité, aggravées par le développement de l'industrialisation et de l'urbanisation, avec des variations régionales. En 2013, la consommation d'électricité par habitant au Tibet était par exemple légèrement supérieure à 1 000 kWh, soit moins d'un tiers de la moyenne nationale (Zhang, 2016). Des transferts d'énergie ont bien lieu au sein du pays, mais ils ne parviennent pas à répondre

-
1. Lukes (2005) a développé une conception tridimensionnelle du pouvoir. La première dimension se réfère au pouvoir coercitif ou *hard power* tel que décrit par Dahl (1957). La deuxième dimension reprend celle développée par Bacharach et Baratz (1962), en tant que la capacité d'un acteur à modeler l'agenda politique et les discussions. C'est le pouvoir de négociation. La troisième dimension, la contribution de Lukes, porte sur la capacité à manipuler les perceptions et les désirs des autres acteurs. C'est le pouvoir idéationnel. Le cadre de l'hydro-hégémonie de Zeitoun et Warner (2006) emprunte ainsi directement à Lukes.
 2. Sur ces questions, il est également intéressant de se référer à la note de recherche de De Guglielmo Weber et Jash (2025), qui analyse l'hydrohégémonie et les dilemmes sécuritaires liés à l'ensemencement des nuages par la Chine selon un cadre d'analyse proche de celui adopté ici.
 3. Chiffres de l'International Energy Agency (IEA). Hydropower Data Explorer. <https://www.iea.org/data-and-statistics/data-tools/hydropower-data-explorer>

à l'ensemble du problème et demeurent particulièrement coûteux. Dans ce contexte, la valorisation du potentiel hydroélectrique tibétain prend tout son sens, d'autant plus que le Tibet représente environ 30 % du potentiel hydroélectrique chinois (Zhang, 2016 ; Jie et Xiaoyi, 2020).

Du côté de l'Inde, la situation présente plusieurs similitudes. Le pays représente environ 18 % de la population mondiale mais ne possède que 4 % des ressources en eau douce renouvelable (voir tableau 1 ; Sahu et Mohan, 2022). Certaines régions du nord-est indien dépendent fortement, voire presque exclusivement, des eaux du Brahmapoutre : c'est notamment le cas de l'Arunachal Pradesh et de l'Assam où environ 130 millions de personnes dépendent de l'eau du fleuve (Manhas, 2025). Le fleuve représente ainsi environ 30 % des ressources en eau douce du pays et 44 % de son potentiel hydroélectrique (Biba, 2014 ; Jiang et al., 2017). L'Inde est ainsi fortement dépendante des ressources provenant des pays voisins et présente un stress hydrique particulièrement important (voir tableau 1), tandis que des projections d'experts soulignent que près de la moitié des besoins en eau du pays seraient menacés d'ici 2030 (Sahu et Mohan, 2022).

I TABLEAU 1
Différents indicateurs hydriques pour la Chine, l'Inde et le monde

	CHINE	INDE	MONDE
Population (milliards, 2024)	1,409	1,451	8,14
Eau douce renouvelable (10 ⁹ m ³ /an, 2022)	2840,22	1910,90	–
Prélèvement d'eau per capita (m ³ /hab/an, 2022)	399,03	533,88	504,84
SDG 6.4.2 Stress hydrique¹ (%, 2022)	41,52	66,49	17,82
Dépendance² (%, 2022)	0,96	30,52	–

Sources : données : Banque mondiale et Aquastat, FAO ; tableau créé par l'auteure.

Cette dépendance croissante aux ressources hydriques transfrontalières s'inscrit dans un contexte environnemental de plus en plus contraignant. La ressource en eau dans cette région est particulièrement sensible, tant aux impacts anthropiques qu'aux effets des changements climatiques. En l'espace de vingt ans, la Chine aurait ainsi perdu plus de la moitié de ses rivières en raison d'une surconsommation de la ressource et environ 9 % de ses zones humides (Varis et al., 2014 ; Zhang, 2016). Dans ce contexte, ces auteurs soulignent le risque de futures crises hydriques, du moins dans certaines régions du pays, si les tendances actuelles se poursuivent.

Les changements climatiques affectent également de plus en plus les hauts plateaux himalayens et la Chine, que ce soit par une hausse des températures moyennes, une modification de la quantité et de la saisonnalité des précipitations, ainsi que l'augmentation de la fréquence et de l'intensité des événements extrêmes (Sahu et Mohan, 2022). Ces différents éléments

-
1. Prélèvements d'eau douce en proportion des ressources en eau douce disponibles. <https://www.fao.org/sustainable-development-goals-data-portal/data/indicators/642-water-stress/fr>
 2. Pourcentage des ressources en eau renouvelables qui provient d'en dehors du pays. <https://www.fao.org/faoterm/viewentry/en/?entryId=100431>

affectent de nombreux secteurs et sont susceptibles d'avoir des répercussions importantes sur le PIB du pays. D'après certaines projections, les effets des changements climatiques pourraient ainsi entraîner une diminution du PIB de 0,5 à 2,3 % à partir de 2030, selon les différents scénarios considérés (World Bank, 2022, d'après une étude de Hallegatte et al., 2016). Ces estimations pourraient toutefois être sous-évaluées au regard des impacts des changements climatiques sur l'ensemble des secteurs du pays, notamment sur la biodiversité, les milieux urbains, les systèmes agricoles, ainsi que face à l'intensification des canicules et des incendies (IPCC, 2022). Ces dynamiques contribuent à renforcer, dans les discours politiques chinois, l'association entre sécurité énergétique, adaptation climatique et développement des infrastructures hydrauliques. Le développement hydroélectrique du Brahmapoutre s'inscrit ainsi dans une logique plus large portée par Pékin visant à garantir l'approvisionnement en ressources et à promouvoir le développement territorial (Sahu, 2021 ; Sahu et Mohan, 2022).

Par ailleurs, la production agricole et industrielle en Chine est graduellement en train de se déplacer vers les régions du centre, de l'ouest et du nord, où l'eau est encore plus rare que dans le sud. Cette évolution, couplée à l'augmentation du stress hydrique, contribue à pousser la Chine à développer à la fois des projets de réservoirs et barrages, et à mettre en œuvre des projets de détournement de l'eau tels que le South-North Water Transfer Project (Biba, 2014 ; Zhang et Li, 2018 ; Sahu et Mohan, 2022). Elle participe également au développement d'autres pratiques, telles que les techniques d'ensemencement des nuages (De Guglielmo Weber et Jash, 2025).

I CARTE 1
Localisation des principaux barrages mentionnés dans la note



Sources : Carte créée par l'auteure. Fond de carte : d-maps.com.

C'est dans ce contexte complexe que s'inscrit la problématique du développement des infrastructures hydriques, et particulièrement des barrages, sur le cours supérieur du Brahmapoutre (Gulati et al., 2018). Depuis plusieurs années, la Chine poursuit une politique de mise en valeur de ses ressources naturelles¹, notamment hydriques, à travers une série de projets hydroélectriques dont une partie est toujours en construction ou en projet. C'est le cas par exemple du barrage de Zangmu (voir carte de localisation), achevé en 2014 et aujourd'hui considéré comme l'un des ouvrages les plus importants du fleuve. Il s'inscrivait dans une série de cinq projets hydroélectriques dont la capacité totale devait atteindre 3 000 MW, soit environ 3 % du potentiel hydroélectrique du Brahmapoutre (Zhang, 2016 ; Jiang et al., 2017 ; Ferguson, 2020).

Si ces différents éléments expliquent le développement du potentiel hydroélectrique chinois sur le Brahmapoutre, celui-ci ne se fait pas sans tensions et de manière déconnectée des autres considérations politiques dans la région. Le développement de ces infrastructures est ainsi étroitement lié aux tensions entourant la délimitation de la frontière sino-indienne dans la région est-himalayenne, à proximité de la « Line of Actual Control » (LAC). Cette zone (voir carte de localisation), appelée Zangnan ou Tibet du Sud en Chine et Arunachal Pradesh en Inde (qui contrôle actuellement ce territoire), occupe plus de 85 000 km² (Zhang, 2016 ; Xie et Warner, 2021). La région demeure disputée entre les deux pays et son contrôle reste un sujet majeur de discord. Le développement d'infrastructures hydrauliques dans ou à proximité de cette frontière (que ce soit en Inde ou en Chine) prend ainsi une dimension hautement structurante, les enjeux hydriques étant intimement liés aux questions de souveraineté territoriale (Gulati et al., 2018).

Par ailleurs, la situation globale du bassin du Brahmapoutre est celle d'une asymétrie de pouvoir entre les pays qui se partagent le fleuve. Dans cette configuration, la Chine apparaît comme l'acteur le plus en amont et contrôle environ 50 % du bassin du Brahmapoutre (Zhang, 2016), disposant ainsi de l'un des principaux piliers de l'hydro-hégémonie liée à la géographie. Elle peut dès lors être considérée comme l'hydro-hégémon régional en raison non seulement de sa position géographique dominante, mais également de son pouvoir matériel, de négociation et idéationnel considérable. Son économie est ainsi de près de quatre fois plus importante que celle de l'Inde et l'écart entre les dépenses militaires des deux pays est du même ordre (Ho, 2017 ; Jiang et al., 2017). Cette supériorité matérielle s'inscrit également dans un renforcement plus large des capacités stratégiques chinoises dans la région himalayenne. Plusieurs analyses soulignent ainsi l'intensification des investissements chinois dans les infrastructures militaires et logistiques au Tibet et à proximité de la LAC, notamment à travers le développement d'aéroports, d'héliports, de routes et de réseaux ferroviaires facilitant la projection des forces chinoises dans la région (Detresfa et al., 2021 ; China Power, 2022). Ces infrastructures contribuent à renforcer la capacité de dissuasion et la position stratégique de Pékin, notamment vis-à-vis de l'Inde.

Les narratifs hydropolitiques

Ces dynamiques hydropolitiques et asymétries de pouvoir s'accompagnent du développement de cadrages sécuritaires autour du Brahmapoutre, particulièrement dans les discours portant sur les risques de « guerres de l'eau » entre la Chine et l'Inde. Les narratifs des guerres de l'eau et de sécurisation de la ressource dans les relations sino-indiennes demeurent influents,

1. Ces politiques se placent également dans un contexte de poursuite globale de neutralité carbone par la Chine (Wang, 2025).

notamment au regard de la demande croissante en eau des deux pays, et des usages divergents des ressources du fleuve (Ho, 2017). Pendant des années, de nombreux experts, chercheurs et médias ont ainsi souligné l'imminence de conflits liés à l'eau entre les deux puissances (Zhang, 2016). Ces discours ont également été relayés par certaines personnalités politiques, notamment indiennes : A.K. Antony, alors ministre de la Défense en Inde, indiquait ainsi en 2012 que « *water is... fast emerging as a major source of insecurity and a potential issue for conflict among nations* » (Sahu et Mohan, 2022, p. 328). Un an plus tard, Narendra Modi signalait l'impact potentiel des projets chinois sur le débit du Brahmapoutre et les conséquences possibles pour l'Inde (Zhang, 2016). Ces discours sont notamment alimentés par la perception indienne de la menace que représente la Chine sur différents plans, et ce d'autant plus depuis la défaite de l'Inde lors du conflit frontalier de 1962. Il existe ainsi une dissymétrie dans la façon dont les deux pays se perçoivent, l'Inde apparaissant davantage préoccupée par son voisin que l'inverse, ce qui se manifeste particulièrement dans leurs rapports et Livres blancs relatifs à leur défense respective (Ho, 2017). L'étude conduite par Jiang et al. (2017) sur le développement hydroélectrique dans le bassin du Brahmapoutre vient également confirmer cette dynamique en montrant que le sujet des relations sino-indiennes occupe une place importante en Inde alors qu'il demeure relativement peu traité en Chine.

Par ailleurs, la gestion de l'eau et les enjeux qui lui sont associés ont toujours occupé une place centrale dans l'histoire de la Chine, et les processus de sécurisation de la ressource (mais aussi du complexe changement climatique-développement) ne sont pas récents (Sahu, 2021 ; Xie et Warner, 2021). Comme le soulignent Sahu et Mohan (2022), la sécurisation de l'eau par la Chine et l'Inde contribue à faire émerger un complexe sécuritaire régional dans lequel la ressource est présentée dans les discours des deux pays à la fois comme un élément nécessaire au développement et comme une condition de survie. Dans le bassin du Brahmapoutre, les intérêts et préoccupations des deux puissances apparaissent ainsi difficilement conciliables en l'absence d'une coopération plus poussée, favorisant des logiques de type jeu à somme nulle dans les perceptions du contrôle et de l'utilisation de la ressource.

Ce récit est renforcé par les projections concernant l'évolution future de la ressource hydrique dans la région sous l'effet combiné de la pression anthropique et des changements climatiques. Ces derniers sont en effet de plus en plus étroitement liés aux questions sécuritaires en raison de la variété de leurs effets aussi bien dans le secteur de l'eau que dans les autres secteurs des sociétés chinoise et indienne (Sahu et Mohan, 2022). Les problèmes de pollution, qui limitent déjà certains usages de l'eau, ainsi que l'augmentation du stress hydrique participent à alimenter les inquiétudes des deux côtés de la frontière.

Dans cette optique, certains experts évoquent de potentiels projets chinois de détournement des eaux du Brahmapoutre afin d'irriguer des régions arides plus au nord (Zhang, 2016). Qu'il s'agisse de détournements ou de projets hydroélectriques, ces initiatives sont perçues par l'Inde comme potentiellement néfastes pour sa sécurité hydrique et pour ses relations hydropolitiques avec le Bangladesh (Jiang et al., 2017 ; Sahu et Mohan, 2022). Cette situation a donné lieu à de nombreuses discussions bilatérales au cours desquelles la Chine a tenté de rassurer son voisin, répétant son intention de ne pas détourner les eaux du Brahmapoutre et d'intégrer les besoins des pays en aval dans ses projets (Zhang, 2016).

Le récit des guerres de l'eau est également alimenté par la perception de la Chine comme d'un hégémon réticent à coopérer dans le domaine de la gestion régionale de la ressource (Zhang, 2016 ; Xie et Warner, 2021). La Chine n'a notamment jamais pris part à plusieurs traités internationaux relatifs aux cours d'eau transfrontaliers, en particulier à la Convention de 1997 sur le droit relatif aux utilisations des cours d'eau internationaux à des fins autres que la

navigation¹, qui vise à maintenir un équilibre entre les usages des pays en amont et en aval. De même, la Chine ne participe pas à la Commission de gestion du Mékong (MRC), alors même qu'elle constitue l'un des acteurs les plus influents sur ce fleuve (Zhang, 2016).

Toutefois, certains acteurs accusent également l'Inde d'instrumentaliser les récits des guerres de l'eau afin de se présenter comme victime et de justifier, à son tour, le développement de projets hydroélectriques sur le Brahmapoutre dans l'Arunachal Pradesh (Zhang, 2016). Dans cette perspective, les projets indiens sont perçus par la Chine comme une manière d'affermir la souveraineté indienne dans cette région disputée (Gulati et al., 2018). Les questions de délimitation de la frontière apparaissent ainsi encore une fois intimement liées à celles du développement des infrastructures hydriques.

Dans une analyse déjà datée, Zhang (2016) nuance ce narratif des « guerres de l'eau » entre la Chine et l'Inde et précise que le cœur des tensions se trouve davantage dans les disputes territoriales et la délimitation des frontières autour de l'Arunachal Pradesh (ou Tibet du Sud) que dans l'eau elle-même. D'autres auteurs (Ho, 2017 ; Sahu et Mohan, 2022) soulignent quant à eux que les risques de conflits ouverts/armés liés aux enjeux hydriques sont peu probables en raison des différences de pouvoir entre l'hégémon (la Chine) et ses voisins.

Malgré les tensions, certaines formes limitées de coopération sur les sujets hydriques existent, bien qu'elles restent loin d'une coopération institutionnalisée (Ho, 2017 ; Gulati et al., 2018). Plusieurs memoranda d'entente ont été signés au cours des deux dernières décennies afin d'encadrer le partage d'informations hydrologiques et la gestion des périodes de crise, notamment lors des crues et inondations du Brahmapoutre. Un premier mémorandum signé en 2002 a été suivi de nouveaux accords en 2008 puis en 2013 et 2018 pour une durée supplémentaire de cinq années (Biba, 2014 ; Zhang, 2016 ; Sahu et Mohan, 2022). Les déclarations de la Chine concernant ses projets, la gestion de l'eau ou les données hydrauliques annuelles restent néanmoins limitées et n'atténuent pas le sentiment d'insécurité de l'Inde (Ho, 2017 ; Sahu et Mohan, 2022). La Chine cherche ainsi à maintenir un *statu quo* dans ses relations hydropolitiques avec l'Inde, sans nécessairement aller vers davantage de coopération, *statu quo* qui reste néanmoins globalement à son avantage en raison de sa position d'hégémon dans le bassin du Brahmapoutre et d'une moindre inquiétude vis-à-vis des questions hydriques par rapport à l'Inde (Ho, 2017 ; Xie et Warner, 2021). Dans ce cadre, les discours chinois tendent toutefois à limiter l'escalade des tensions en se présentant comme un acteur relativement rassurant quant à ses motivations et ses projets, une stratégie pouvant être interprétée comme relevant d'un processus de désécuritisation des questions hydriques (Biba, 2014 ; Zhang, 2016 ; Jiang et al., 2017).

Les relations entre la Chine et l'Inde au sujet de la gestion des eaux transfrontalières ont ainsi oscillé entre périodes de coopération limitée et phases de crispation. Toutefois, et malgré la persistance des narratifs de « guerres de l'eau », l'eau n'a jusqu'à présent jamais constitué un facteur central de déclenchement d'un conflit armé entre les deux pays, et une telle perspective reste peu probable (Ho, 2017). Ces récits jouent néanmoins un rôle important dans la manière dont les infrastructures hydrauliques sont perçues, interprétées et politisées dans les relations sino-indiennes. Dans ce contexte, le barrage Medog apparaît comme un révélateur particulièrement pertinent des dynamiques hydropolitiques, sécuritaires et hydro-hégémoniques.

1. Nations unies, collection des traités. https://treaties.un.org/pages/viewdetails.aspx?src=treaty&mtdsg_no=xxviii-12&chapter=27&clang=_fr

Le barrage Medog et les recompositions hydropolitiques régionales

Le projet de barrage Medog

Le barrage Medog est appelé à devenir la plus importante infrastructure hydraulique au monde (avec une capacité prévue de 60 GW), dépassant le potentiel du barrage des Trois-Gorges, actuellement le plus puissant (environ 22 GW). Le barrage se situe dans le canyon formé par le Yarlung Zangbo lorsqu'il effectue une courbe et perd plus de 2 000 m d'altitude, dans le comté de Medog (voir carte de localisation), non loin de la frontière actuelle avec l'Arunachal Pradesh (Ferguson, 2020 ; Wang, 2025 ; Divya, 2025). Il serait constitué d'une série de cinq centrales hydroélectriques en cascade, dont une partie serait située dans un tunnel de dérivation de l'eau sous la montagne (Zhang et al., 2025), et nécessiterait un investissement d'environ 167,8 milliards de dollars (Xinhua, 2025). Les détails techniques du projet restent toutefois à ce jour relativement flous, mais il est probable que le barrage ait des effets sur le débit du Yarlung Zangbo, notamment durant la phase de remplissage des réservoirs puis lors des lâchers d'eau. Ces impacts sont néanmoins largement relativisés par l'étude de Zhang et al. (2025). Dans le cas du barrage Zangmu, déjà construit, l'impact sur le fleuve est relativement limité du fait de sa configuration au fil de l'eau (« *run-of-the-river* »), où le réservoir est presque inexistant (Zhang, 2016). Cependant, le barrage Medog se distingue par son ampleur, ce qui le rend différent des infrastructures précédentes en termes de potentiel d'impact hydrologique. L'inauguration symbolique du chantier le 19 juillet 2025 par le Premier ministre chinois Li Qiang marque le lancement officiel du projet (Xinhua, 2025) après avoir été officiellement annoncé dans les 14^e (2021-2025) et 15^e (2026-2030) plans quinquennaux chinois (Jie et Xiaoyi, 2020 ; People's Daily, 2026).

La construction du barrage s'inscrit également dans un processus plus large de développement d'infrastructures de transport et d'aménagement territorial dans la région tibétaine, comme le montrent les analyses de contenu médiatique, où les références explicites au barrage apparaissent parfois secondaires par rapport à l'ensemble du projet de développement régional (People's Daily, 2026).

Entre sécuritisation et normalisation du projet

Le développement de Medog ne peut être dissocié du contexte plus large de sécuritisation des ressources hydriques et énergétiques évoqué précédemment et s'inscrit ainsi dans une dynamique déjà identifiée dans la littérature (Sahu et Mohan, 2022). L'analyse des narratifs médiatiques permet d'observer concrètement la manière dont les enjeux d'hydro-hégémonie, de sécurité hydrique et de guerre de l'eau sont mobilisés dans les discours contemporains chinois et indiens autour du barrage Medog, permettant ainsi de confirmer la persistance de certains récits identifiés dans la littérature sur les guerres de l'eau sino-indiennes. Sans constituer une mesure directe de l'opinion publique, les médias permettent néanmoins d'observer les narratifs dominants, les cadrages sécuritaires et les prises de position relayées dans l'espace public et politique (notamment par des responsables de l'administration des deux pays). C'est d'autant plus le cas que les médias sont à la fois les reflets des perceptions du public et

des acteurs politiques à part entière, contribuant à façonner ces perceptions et les stratégies politiques qui en découlent (Miles et Morse, 2007 ; Jiang et *al.*, 2017). Les médias permettent ainsi de mettre en évidence des tendances discursives qui peuvent venir confirmer, illustrer ou nuancer les analyses développées dans la littérature sur les guerres de l'eau, l'hydro-hégémonie ou encore la sécurisation de la ressource.

Le tableau page suivante (tableau 2) reprend les thèmes identifiés dans les articles de presse analysés pour chacun des pays¹, à la fois du point de vue de la gestion interne de la ressource, des infrastructures et de leurs impacts, ainsi que dans la relation des pays à leurs voisins. Le tableau illustre plusieurs asymétries dans la façon dont le sujet du barrage Medog est traité.

Les narratifs associés à la Chine font valoir en premier lieu ses intérêts nationaux et locaux, ce qui correspond au fait qu'elle est à l'origine du projet. Les thèmes développés sont relativement constants de 2020 à 2026, et relèvent d'abord de préoccupations nationales : sécurité et transition énergétique, développement local ou encore légitimité souveraine du projet. Les discours chinois mettent également en avant l'idée d'une utilisation normale et raisonnable des ressources, ainsi que l'absence d'impacts négatifs majeurs sur les pays en aval. Ces éléments s'inscrivent dans les analyses précédemment développées concernant la volonté chinoise de présenter ses projets hydrauliques comme compatibles avec la coopération régionale et la gestion responsable des ressources.

Les récits attachés à l'Inde sont, quant à eux, plus variés et se concentrent davantage sur les dimensions régionales et sécuritaires du barrage. Cette différence semble notamment refléter la position de l'Inde comme pays en aval et la perception d'une asymétrie structurelle dans le contrôle du fleuve. Le nombre important de thèmes identifiés dans les médias indiens souligne la variété des inquiétudes de l'Inde face à la construction de cette nouvelle infrastructure, ce que vient également confirmer le nombre d'articles qui traitent de ce sujet dans les médias indiens comparé aux médias chinois. En effet, les mentions du barrage dans les récits chinois sont à la fois moins nombreuses et moins détaillées : dans une majorité des cas, il n'est fait référence au barrage que comme un grand projet hydroélectrique sur le cours inférieur du Yarlung Zangbo (Xinhua, 2025). Il faut toutefois garder à l'esprit que cette plus grande diversité de thèmes s'explique aussi par l'hétérogénéité des sources indiennes, lesquelles sont moins exclusivement alignées sur les positions officielles du pays.

1. Les choix méthodologiques et la constitution du corpus sont détaillés en introduction (p. 4).

I TABLEAU 2

Différents thèmes identifiés dans des médias de presse écrite chinois et indiens entre le 1^{er} janvier 2020 et le 30 avril 2026

	NARRATIFS ET INTÉRÊTS NATIONAUX	NARRATIFS ET INTÉRÊTS RÉGIONAUX / INTERNATIONAUX
Chine	Projet de sécurité nationale Projet historique, majeur, le projet du siècle Justification de neutralité carbone et d'attention aux changements climatiques Production d'énergie : sécurité énergétique Attention à l'environnement Développement de la région Xizang/Tibet Capacités techniques et organisationnelles de la Chine Droit légitime de la Chine à développer son potentiel sur son territoire souverain Utilisation normale et raisonnable des ressources Validation du barrage par le 14^e plan quinquennal (et par la suite dans le 15^e) Les marchés chinois de l'hydroélectricité et de la construction d'infrastructures ont répondu positivement à l'annonce Développement en parallèle dans cette région des infrastructures de transport	Développement de la région : peut profiter aux autres pays : énergie mais aussi régulation des inondations et des catastrophes naturelles Coopération avec les pays en aval (déjà le cas et pour le futur), notamment avec le partage de données La Chine a une attitude responsable et prend en compte les impacts en aval (qui seront négligeables) L'Inde est trop sensible et interprète mal la situation (poussée par son hostilité envers la Chine) Double standard de l'Inde, qui développe aussi des projets sur le Brahmapoutre Ingérence des puissances étrangères qui exacerbent un discours négatif (y compris vis-à-vis du Tibet)
Inde	Référence à des événements passés : crues soudaines qui ont fait plusieurs morts en Inde (Assam par exemple) Le débit du Brahmapoutre dépend seulement en partie du Yarlung Zangbo, beaucoup de précipitations dans la partie indienne Projet de barrages / réservoirs en Inde pour contrecarrer les potentiels effets négatifs du barrage Medog : par exemple le barrage Siang (ici la production d'énergie serait secondaire, il s'agirait d'absorber de potentiels lâchers d'eau et de stocker de l'eau en cas de diminution du débit). Redonner de la marge de manœuvre. Projet d'intérêt national, contremesure stratégique. Opposition d'activistes et d'habitants locaux contre le projet de barrage Siang et impacts potentiels de ce projet sur la région Questions de l'eau : question de sécurité nationale (pas seulement des régions limitrophes). Sécurité hydrique mais pas seulement	Menace de la Chine, forme inconventionnelle de guerre, forme d'agression envers l'Inde. Inquiétude en Inde d'une menace de « guerre de l'eau ». Possible utilisation de l'eau à des fins militaires par la Chine : possible « water bomb » Domination chinoise sur la région et moyen de contrôler l'approvisionnement en eau (de l'Inde mais pas seulement). Peut prendre des décisions unilatérales. Hégémonie. Position en amont de la Chine qui pourra maîtriser le débit du fleuve, le réduire ou l'augmenter (volontairement ou non). Capacités techniques de dévier une partie de l'eau Eau comme moyen de diplomatie coercitive pour la Chine : coupure de la transmission de données après des désaccords entre les deux pays Barrage construit dans une région sismique : risque Effets négatifs du barrage sur l'environnement Effets négatifs du barrage sur la culture tibétaine (fleuve sacré) et question globale du contrôle du Tibet Localisation du barrage près de la frontière de l'Arunachal Pradesh : peut être un levier pour renégocier le tracé de la frontière La Chine est peut-être de bonne foi : il s'agit peut-être uniquement de répondre à ses enjeux de sécurité énergétique. Il faut toutefois rester méfiant

Inde	Région du nord-est de l'Inde où se concentre son potentiel de production hydroélectrique (largement inexploité actuellement), qui serait affecté par une baisse du débit	La Chine ne pense pas aux effets sur les pays en aval. Effets négatifs sur l'Inde mais aussi sur le Bangladesh (très dépendant) : le barrage pourrait aboutir à une forme de migration climatique depuis le Bangladesh vers l'Inde Absence de traité de gestion de l'eau du Brahmapoutre Le barrage peut aussi avoir des effets positifs de lutte contre les inondations (et contexte où le Brahmapoutre ne dépend pas que du Yarlung Zangbo) Pour l'instant, la Chine ne coopère pas réellement, l'Inde doit peser davantage diplomatiquement Besoin de coopération régionale pour pouvoir faire pression sur la Chine, demander le partage de données hydrologiques, etc. Inquiétude de la diminution du débit du Brahmapoutre
-------------	--	--

Sources : Tableau réalisé par l'auteur.

Au-delà de ces différences thématiques générales, plusieurs oppositions discursives apparaissent plus clairement lorsque l'on analyse la manière dont les enjeux sécuritaires sont mobilisés dans les discours des deux pays. Pour l'Inde, acteur sécurisant dans ce contexte, la maîtrise de l'eau du bassin du Brahmapoutre par la Chine renvoie à une vulnérabilité ressentie et à des enjeux sécuritaires importants. Les mentions de « *water bomb* », répétées dans plusieurs articles à plusieurs mois et années d'écart, y compris par des officiels des régions frontalières avec la Chine, Assam et Arunachal Pradesh (en 2025 par P. Khandu, ministre en chef de l'Arunachal Pradesh, par O. Tasing, responsable des transports dans la région d'Arunachal Pradesh, ou par T. Gao, député pour Arunachal East), soulignent à quel point les aspects sécuritaires de l'eau peuvent être exacerbés dans certains discours (Chellaney, 2021 ; K. Kalita, 2025 ; K. Kalita, 2025b ; P. Kalita, 2025 ; Divya, 2025 ; Manhas, 2025). Il ne s'agit ainsi pas seulement d'une inquiétude concernant la fluctuation du volume d'eau projeté, mais aussi d'une crainte d'une utilisation stratégique de la ressource (notamment par un relâchement massif dans le système) ainsi que d'une menace existentielle (Divya, 2025). Ces résultats viennent confirmer la persistance des narratifs de guerre de l'eau évoqués dans la littérature.

Pour la Chine, les questions sécuritaires renvoient, dans les discours, davantage aux enjeux de sécurité énergétique et hydrique internes (Jie et Xiaoyi, 2020). L'accent est mis sur les enjeux nationaux et le développement (de la région du Xizang/Tibet notamment (People's Daily, 2026)), mais, contrairement à son voisin, il n'y a pas de récits de conflits hydriques tels que développés par l'Inde, ce qui correspond également à la position de la Chine sur le fleuve (en tant que pays en amont) et à sa moindre vulnérabilité. Les discours s'y approchant sont généralement en réaction à ceux tenus par des officiels ou des analystes en Inde qui accusent la Chine du développement du barrage et s'inquiètent des retombées. Certains articles peuvent ainsi accuser en retour l'Inde de politiser le débat (Yuwei et Xiaoyi, 2020). Par ailleurs, plusieurs articles soulignent à la fois le droit de la Chine à développer ses ressources et l'absence d'impacts sur les pays en aval (Divya, 2025). L'absence relative de cadrages conflictualisés dans les médias chinois ne signifie pas l'absence d'enjeux géopolitiques, mais reflète au contraire une stratégie discursive visant à normaliser le projet et à le présenter comme relevant d'un développement technique, souverain et rationnel. Il s'agit ainsi d'une forme de désécuritisation de la question de l'eau par la Chine (Biba, 2014).

Les effets d'une perception de l'eau comme enjeu sécuritaire

Les inquiétudes de l'Inde vis-à-vis de la construction du barrage ont conduit au développement à la fois de projets de nouvelles infrastructures visant à pallier les potentiels impacts négatifs du barrage Medog, et de nouvelles réflexions autour de la coopération régionale. En effet, l'Inde envisage actuellement la construction de nouveaux barrages et réservoirs dans le bassin du Brahmapoutre tels que le barrage Siang sur la rivière du même nom (voir carte de localisation). Ce projet, déjà mentionné durant les années 2000, fait aujourd'hui l'objet d'une étude de préfaisabilité mais pourrait devenir le plus grand barrage de production d'hydroélectricité d'Inde avec ses 11 GW de capacité installée (P. Kalita, 2025). Ce barrage aurait toutefois une visée stratégique en tant que contre-mesure au danger que représente le barrage Medog : le barrage Siang pourrait permettre à la fois d'absorber des lâchers d'eau importants en amont (« *water bomb* ») et de créer un réservoir afin de mieux maîtriser le débit du fleuve en aval (Divya, 2025). Bien qu'il ne soit pour l'instant qu'à l'état de projet et fasse l'objet d'une forte opposition locale en raison des impacts potentiels sur les systèmes socio-environnementaux locaux (The Hindu, 2025), la fréquence avec laquelle le barrage Siang est mentionné lorsque le sujet du barrage Medog est abordé témoigne du sérieux de l'initiative ainsi que d'un certain sentiment d'urgence. À ce titre, l'intérêt croissant de l'Inde pour la construction rapide du barrage peut être assimilé à des mesures d'exception prises dans un contexte où l'eau est entrée dans l'agenda sécuritaire du pays.

Par ailleurs, ainsi que mentionné plus haut, l'une des solutions envisagées par l'Inde est la mise en place d'une coopération régionale avec les autres pays du bassin du Brahmapoutre qui permettrait de faire pression sur la Chine afin que celle-ci communique sur les lâchers d'eau et partage ses données (Divya, 2025). Plusieurs pistes sont abordées dans les articles analysés, allant de simples discussions bilatérales à la création de coalitions rassemblant les pays de différents bassins (Manhas, 2025). Les discours indiens autour du barrage Medog participent ainsi à un processus de sécuritisation de la ressource hydrique, dans lequel le contrôle chinois du Brahmapoutre est progressivement présenté comme une menace stratégique et existentielle nécessitant des réponses exceptionnelles.

Ces dynamiques, aussi bien techniques que politiques, font écho aux mécanismes de contre-hégémonie décrits par Cascão et Zeitoun (2010), dans lesquels les États en aval cherchent à développer des capacités infrastructurelles, diplomatiques ou institutionnelles afin de réduire leur vulnérabilité face à un acteur dominant en amont. Ainsi, ce processus peut aussi bien provenir d'une augmentation du pouvoir matériel (en assurant une plus grande maîtrise directe de la ressource) que d'un usage du pouvoir de négociation, rendu plus important par la potentielle coalition de pays en aval.

Une analyse de discours des médias des deux pays permet ainsi d'avoir une idée de la manière dont les gouvernements souhaitent orienter leurs narratifs sur la scène régionale et internationale, mais aussi, dans le cas présent, de la perception en Inde des enjeux sécuritaires liés à la construction du barrage. Or l'un des effets du lien établi entre l'eau et les enjeux sécuritaires (que ce soit dû aux effets des changements climatiques sur le stress hydrique ou à la gestion de la ressource elle-même) peut être de contribuer à renforcer les tensions liées à la gestion de l'eau. En effet, ainsi que le souligne Gleditsch (2012, p. 7), formuler les enjeux climatiques et hydriques « *as a security issue may influence the perceptions of the actors in local and regional conflict and lead to militarized responses, thus perhaps contributing to a self-fulfilling prophecy* ». Ainsi, les récits de guerre de l'eau, largement médiatisés et mis en avant par une partie des acteurs, peuvent favoriser des réponses plus fermes face aux divergences d'intérêts

entre les acteurs régionaux. Ces discours sécuritaires contribuent ainsi à façonner la réalité dans laquelle ils s'expriment.

L'analyse médiatique apporte à cet égard un éclairage complémentaire à la littérature sur les dynamiques hydropolitiques du Brahmapoutre. Elle met en évidence une asymétrie de traitement du projet : alors que Medog occupe une place importante dans les médias indiens et est largement associé à des thèmes de sécurité nationale, de vulnérabilité et de menace, les médias chinois lui accordent une attention plus limitée et l'inscrivent principalement dans des récits de développement énergétique, de modernisation et d'aménagement du territoire. Cette différence ne renvoie donc pas uniquement à des perceptions divergentes du projet, mais également à des usages différenciés du discours autour de l'infrastructure. Les discours médiatiques indiens relaient ainsi certaines préoccupations exprimées par des responsables politiques tout en présentant une plus grande diversité de cadrages, contribuant à renforcer la construction du barrage comme un enjeu sécuritaire. Dans le corpus analysé, les médias chinois apparaissent en revanche davantage comme des relais des positions officielles du gouvernement, avec des contenus moins diversifiés qui participent à la normalisation du projet et à sa présentation comme un projet de développement souverain et rationnel. L'analyse permet ainsi de mettre en évidence le rôle des médias dans la circulation et la consolidation de narratifs qui participent à la politisation et à la sécuritisation des infrastructures hydrauliques, tout en donnant à voir la manière dont les gouvernements souhaitent orienter leurs narratifs sur la scène régionale et internationale.

Conclusion

Le projet de barrage Medog s'inscrit dans un contexte hydropolitique régional particulièrement complexe, marqué à la fois par la montée du stress hydrique, les effets des changements climatiques, les besoins énergétiques croissants et les tensions territoriales persistantes entre la Chine et l'Inde. Si le projet répond avant tout, dans les discours chinois analysés, à des objectifs énergétiques, économiques et territoriaux internes, son ampleur, sa localisation et ses effets potentiels sur une ressource transfrontalière lui confèrent néanmoins une portée stratégique dans les relations hydropolitiques régionales. Le projet est en effet perçu en Inde comme une infrastructure susceptible de renforcer la capacité matérielle de la Chine à maîtriser le débit du fleuve et, plus largement, son pouvoir dans le bassin. Cette perception contribue elle-même à produire des effets, en favorisant notamment le développement de projets indiens conçus comme des contre-mesures et en renforçant les demandes de coopération et de partage de données. Le caractère stratégique de Medog réside ainsi moins dans une intention démontrée d'utiliser l'infrastructure contre les pays en aval que dans les effets de pouvoir, les perceptions et les réponses qu'elle suscite. Le cas de Medog illustre ainsi comment une infrastructure principalement présentée comme répondant à des besoins domestiques peut également constituer un levier de puissance dans les relations hydropolitiques régionales.

Les résultats confirment que les narratifs des « guerres de l'eau » demeurent particulièrement influents dans les relations sino-indiennes autour du Brahmapoutre, malgré les nombreuses critiques formulées à leur encontre dans la littérature. Les perceptions indiennes du projet mettent notamment en évidence la centralité des enjeux de sécurité, de vulnérabilité et d'asymétrie de pouvoir, tandis que la présentation chinoise de Medog comme un projet de développement énergétique et territorial témoigne d'une lecture très différente des enjeux

associés à l'infrastructure. Medog apparaît ainsi moins comme un facteur entièrement nouveau que comme un révélateur et un accélérateur de dynamiques hydropolitiques, sécuritaires et hydro-hégémoniques déjà présentes dans le bassin. La sécuritisation des enjeux liés à l'eau et la politisation des infrastructures hydrauliques contribuent à renforcer certaines perceptions de vulnérabilité et d'asymétrie et peuvent favoriser des réponses infrastructurelles et politiques. Toutefois, l'étude rejoint également les travaux soulignant que l'eau ne constitue généralement pas, à elle seule, une cause autonome de conflit. Dans le cas du Brahmapoutre, les tensions apparaissent intimement liées à des enjeux plus larges de souveraineté territoriale, de rivalités géopolitiques et de rapports de pouvoir régionaux.

Enfin, malgré la persistance des tensions et des discours sécuritaires, les relations hydropolitiques sino-indiennes ne se réduisent pas à une logique de confrontation permanente. Certaines formes de coopération continuent d'exister, notamment en matière de partage de données hydrologiques et de gestion des périodes de crise. Cette coexistence entre coopération limitée, rivalités régionales et narratifs sécuritaires souligne que les dynamiques hydropolitiques autour du Brahmapoutre ne relèvent ni d'une logique de « guerre de l'eau » inéluctable ni d'une coopération stabilisée, mais d'un équilibre évolutif entre rapports de pouvoir et perceptions sécuritaires.

Bibliographie

- Allan, J.A. (2005), « Water in the Environment/Socio-Economic Development Discourse: Sustainability, Changing Management Paradigms and Policy Responses in a Global System », *Government and Opposition*, 40 (2), p. 181-199. <https://doi.org/10.1111/j.1477-7053.2005.00149.x>.
- Bacharach, P. et Baratz, M.S. (1962), « Two faces of power », *The American Political Science Review*, 56 (4), p. 947-952.
- Barnett, J. (2003), « Security and Climate Change », *Global Environmental Change*.
- Biba S. (2014), « Desecuritization in China's Behavior towards Its Transboundary Rivers: the Mekong River, the Brahmaputra River, and the Irtysh and Ili Rivers », *Journal of Contemporary China*, 23 (85), p. 21-43, DOI: 10.1080/10670564.2013.809975
- Butts, K. H. (1997), « The Strategic Importance of Water », *US Army War College Quarterly*, 27 (1).
- Buzan, B., Wæver, O. et de Wilde, J. (1998), *Security: A New Framework for Analysis*, Boulder, Londres, Lynne Rienner Publishers.
- Cascão, A. E. et Zeitoun, M. (2010), « Power, Hegemony and Critical Hydropolitics », dans *Transboundary Water Management*, Londres, Earthscan, 2010, p. 27-42.
- Chellaney, B. (2021), « China's escalating water war: On top of other asymmetric tactics, Brahmaputra mega-project is a new threat India faces », *The Times of India*, 16 mars 2021. <https://timesofindia.indiatimes.com/blogs/toi-edit-page/chinas-escalating-water-war-on-top-of-other-asymmetric-tactics-brahmaputra-mega-project-is-a-new-threat-india-faces/>
- China Power (2022), « How Is China Expanding its Infrastructure to Project Power Along its Western Borders? », *China Power*. <https://chinapower.csis.org/china-tibet-xinjiang-border-india-military-airport-heliport/>
- Dahl, R. A. (1957), *The Concept of Power*, Bobbs-Merrill reprint series in the Social Sciences: PS-54, New York, Bobbs-Merrill.
- De Guglielmo Weber, M. et Jash, A. (2025), « Les pratiques chinoises d'ensemencement des nuages sur le plateau tibétain. Un nouveau cas d'étude de l'hydro-hégémonie et du dilemme de sécurité ? », Institut de recherche stratégique de l'École militaire.

- Detresfa, Tack S. et The Intel Lab (2021), « Tracking China's Sudden Airpower Expansion On Its Western Border », *The War Zone TWZ*. <https://www.twz.com/41065/tracking-chinas-sudden-airpower-expansion-along-its-western-border>
- Divya, A. (2025), « Explained: China's mega dam on Brahmaputra & concerns in India », *The Indian Express*, 28 juillet 2025. <https://indianexpress.com/article/explained/chinas-mega-dam-on-brahmaputra-concerns-in-india-10151594/>
- Ferguson, J. (2020), « Mapping China-India Hydropolitics », <https://storymaps.arcgis.com/stories/9463f2ceb5bd4364be80caf41b4a772e>
- Frey, F. W. (1993), « The Political Context of Conflict and Cooperation Over International River Basins », *Water International*, 18 (1), p. 54-68. <https://doi.org/10.1080/02508069308686151>.
- Froese, R. et Schilling, J. (2019), « The Nexus of Climate Change, Land Use, and Conflicts », *Current Climate Change Reports*, 5 (1), p. 24-35. <https://doi.org/10.1007/s40641-019-00122-1>.
- Ganeshpandian, Porkkodi (2024), « Dams, hegemony and beyond: China's hydro-stability in the evolving world order », *Discover Global Society*, 2 (9). <https://doi.org/10.1007/s44282-024-00036-w>
- Gleditsch, N. P. (2012), « Whither the Weather? Climate Change and Conflict », *Journal of Peace Research*, 49 (1), p. 3-9. <https://doi.org/10.1177/0022343311431288>.
- Gleick, P. H. (1993), « Water and Conflict: Fresh Water Resources and International Security », *International Security*, 18 (1). <https://doi.org/10.2307/2539033>.
- Global Times (2021), « GT Voice: Development of Yarlung Zangbo River should be pushed forward despite difficulties », *Global Times*, 11 mars 2021. <https://www.globaltimes.cn/page/202103/1218142.shtml>
- Gulati, V., Deka, A., Fanaian, S., Vij, S. et Barua, A. (2018), « Building bridges through dialogue for the Brahmaputra River Basin », dans Zhang H. et Li M. (dir.), *China and Transboundary Water Politics in Asia*, New York, Routledge.
- Hallegatte, S., Bangalore, M., Bonzanigo, L., Fay, M., Kane, T., Narloch, U., Rozenberg, J., Treguer, D. et VogtSchilb, A. (2016), « Shock Waves: Managing the Impacts of Climate Change on Poverty », *Climate Change and Development*, Washington, DC, World Bank. <https://openknowledge.worldbank.org/server/api/core/bitstreams/aa3a35e0-2a20-5d9c-8872-191c6b72a9b9/content>
- Ho, S. (2017), « Power asymmetry in the China-India Brahmaputra River dispute », *Asia Pacific Bulletin*, 371, Washington, DC, East-West Center. Retrieved from <https://www.eastwestcenter.org/node/35993>.
- Homer-Dixon, T. (1994), « Environmental Scarcities and Violent Conflict: Evidence from Cases », *International Security*, 19 (1), p. 5-40. <https://doi.org/10.2307/2539147>.
- IEA (2021), « Hydropower Special Market Report. Analysis and forecast to 2030 », International Energy Agency.
- IPCC (2022), « Climate Change 2022: Impacts, Adaptation and Vulnerability. Contribution of Working Group II to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change », [H.-O. Pörtner, D.C. Roberts, M. Tignor, E.S. Poloczanska, K. Mintenbeck, A. Alegría, M. Craig, S. Langsdorf, S. Löschke, V. Möller, A. Okem, B. Rama (eds.)], Cambridge, UK et New York, NY, USA, Cambridge University Press. DOI: 10.1017/9781009325844.
- Jiang, H., Qiang, M., Lin, P., Wen, Q., Xia, B. et An, N. (2017), « Framing the Brahmaputra River hydro-power development: Different concerns in riparian and international media reporting », *Water Policy*, 19 (3), p. 496-512.
- Jie, S., Xiaoyi, L. (2020), « China to build historic Yarlung Zangbo River hydropower project in Tibet », *Global Times*, 29 novembre 2020. <https://www.globaltimes.cn/page/202011/1208405.shtml>
- Kalita, K. (2025), « Siang Dam to counter China's threat : Tasing », *The Times of India*, 10 janvier 2025. <https://timesofindia.indiatimes.com/city/guwahati/siang-dam-to-counter-china-threat-tasing/articleshow/117128925.cms>
- Kalita, K. (2025b), « Arunachal MP warns of China's 'water bomb' », *The Times of India*, 8 avril 2025. <https://timesofindia.indiatimes.com/city/guwahati/arunachal-mp-warns-of-chinas-water-bomb/articleshow/120103592.cms>

- Kalita, P. (2025), « Siang dam strategic necessity for national security: Rijiju », *The Times of India*, 11 juin 2025. <https://timesofindia.indiatimes.com/city/guwahati/siang-dam-strategic-necessity-for-national-security-rijiju/articleshow/121761383.cms>
- Kallis, G., et Zografos, C. (2014), « Hydro-Climatic Change, Conflict and Security », *Climatic Change*, 123 (1), p. 69-82. <https://doi.org/10.1007/s10584-013-0893-2>.
- Lukes, S. (2005), *Power: A Radical View*, 2^e éd. Houndmills, Basingstoke, Hampshire/New York, Palgrave Macmillan.
- Manhas, N.S. (2025), « A 'water bomb' in Northeast India: China's mega dam project in Tibet could deepen South Asia's water crisis », *The Indian Express*, 24 juillet 2025. <https://indianexpress.com/article/opinion/columns/northeast-india-chinas-mega-dam-project-in-tibet-water-crisis-10146227/>
- McCracken, M. et Wolf, A. T. (2019), « Updating the Register of International River Basins of the World », *International Journal of Water Resources Development*, 35 (5), p. 732-782. <https://doi.org/10.1080/07900627.2019.1572497>.
- Menga, F. (2016), « Reconceptualizing hegemony: the circle of hydro-hegemony », *Water Policy*, 18 (2), p. 401-418. <https://doi.org/10.2166/wp.2015.063>.
- Miles, B. et Morse, S. (2007), « The role of news media in natural disaster risk and recovery », *Ecological Economics*, 63, p. 365-373.
- Mirumachi, N. et Allan, J. A. (2007), « Revisiting Transboundary Water Governance: Power, Conflict, Cooperation and the Political Economy », dans *Proceedings from CAIWA international conference on adaptive and integrated water management: Coping with scarcity*, Bâle, Suisse, vol. 1215.
- Mirzaei-Nodoushan, F., Bozorg-Haddad, O., Singh, V. P. et Loáiciga, H. A. (2021), « Analysis of Long-Term Strategies of Riparian Countries in Transboundary River Basins », *Scientific Reports*, 11 (1), p. 20199. <https://doi.org/10.1038/s41598-021-99655-5>.
- People's Daily (2026), « China's Xizang aims for high-quality economic growth in 2026 », *People's Daily*, 2 février 2026. <https://en.people.cn/n3/2026/0202/c90000-20421607.html>
- Sahu, A.K. (2021), « From the Climate Change Threat to the Securitisation of Development: An Analysis of China », *China Report*, 57 (2), p. 192-209. DOI: 10.1177/00094455211004259
- Sahu, A.K. et Mohan, S. (2022), « From securitization to security complex: climate change, water security and the India–China relations », *International Politics*, 59, p. 320-345. <https://doi.org/10.1057/s41311-021-00313-4>
- Selby, J. et Hoffmann, C. (2014), « Beyond Scarcity: Rethinking Water, Climate Change and Conflict in the Sudans », *Global Environmental Change*, 29, p. 360-370. <https://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2014.01.008>.
- The Hindu (2025), « Stop selling China mega dam bogey to push Siang project: Arunachal Pradesh activists to Centre », *The Hindu*, 3 août 2025. <https://www.thehindu.com/news/national/arunachal-pradesh/stop-selling-china-mega-dam-bogey-to-push-siang-project-arunachal-pradesh-activists-to-centre/article69889852.ece>
- Urdal, H. (2005), « People vs. Malthus: Population Pressure, Environmental Degradation, and Armed Conflict Revisited », *Journal of Peace Research*, 42 (4), p. 417-434. <https://doi.org/10.1177/0022343305054089>.
- Varis, O., Kumm, M., Lehr, C. et Shen, D. (2014), « China's stressed waters: Societal and environmental vulnerability in China's internal and transboundary river systems », *Applied Geography*, 53, p. 105-116. <http://dx.doi.org/10.1016/j.apgeog.2014.05.012>
- Wang, A. (2025), « Un barrage peut en cacher un autre : le projet chinois de Metog », *Conflits, Revue de Géopolitique*, 24 juillet 2025. [https://www.revueconflits.com/un-barrage-peut-en-cacher-un-autre-le-projet-chinois-de-metog/#:~:text=Le%20barrage%20de%20Metog%20\(ou,de%20celui%20des%20Trois%20Gorges](https://www.revueconflits.com/un-barrage-peut-en-cacher-un-autre-le-projet-chinois-de-metog/#:~:text=Le%20barrage%20de%20Metog%20(ou,de%20celui%20des%20Trois%20Gorges).
- Warner, J., Mirumachi, N., Farnum, R. L., Grandi, M., Menga, F. et Zeitoun, M. (2017), « Transboundary 'Hydro-hegemony': 10 Years Later », *WIREs Water*, 4 (6), e1242. <https://doi.org/10.1002/wat2.1242>.
- Wolf, A. T., Yoffe, S. B. et Giordano, M. (2003), « International Waters: Identifying Basins at Risk », *Water Policy*, 5 (1), p. 29-60. <https://doi.org/10.2166/wp.2003.0002>.

- World Bank (2022), « China. Country report and development report », *World Bank Group*. <https://openknowledge.worldbank.org/server/api/core/bitstreams/35ea9337-dfcf-5d60-9806-65913459d928/content>
- Xie, Lei et Warner, Jeroen (2021), « The politics of securitization: China's competing security agendas and their impacts on securitizing shared rivers », *Eurasian Geography and Economics*. DOI: 10.1080/15387216.2020.1870516
- Xinhua (2025), « Chinese premier announces construction of Yarlung Zangbo hydropower project », Xinhua, 19 juillet 2025. <https://english.news.cn/20250719/a2e4342fa63a492c95f646c73bd3313c/c.html>
- Yuwei, H., Xiaoyi, L. (2020), « Update: No need to read too much into the development of China's Yarlung Zangbo River downstream development: Chinese Embassy to India », *Global Times*, 30 novembre 2020. <https://www.globaltimes.cn/page/202011/1208552.shtml>
- Zeitoun, M. et Warner, J. (2006), « Hydro-Hegemony – a Framework for Analysis of Trans-Boundary Water Conflicts », *Water Policy*, 8 (5), p. 435-460. <https://doi.org/10.2166/wp.2006.054>.
- Zhang, H. (2016), « Sino-Indian Water Disputes: The Coming Water Wars? », *WIREs Water*, 3 (2), p. 155-166. <https://doi.org/10.1002/wat2.1123>.
- Zhang, Hongzhou et Li, Mingjiang (2018), « Thirsty China and its transboundary waters », dans Hongzhou Zhang, Mingjiang Li (dir.), *China and Transboundary Water Politics in Asia*, Routledge, p. 3-25. 10.4324/9781315162973-1.
- Zhang, F., Yang, Q., Wang, J., Liu, H., Zeng, Q., Yan, L., Zhao, B., Tang, J., Zhao, K., Zang, Y., Liu, W. et Hu, P. (2025), « Hydropower system in the Yarlung-Tsangpo Grand Canyon can mitigate flood disasters caused by climate change », *Commun Earth Environ*, 6, p. 323. <https://doi.org/10.1038/s43247-025-02247-8>

Eugénie Stoclet est docteure en sciences de l'environnement. Elle a réalisé sa thèse au sein du groupe de recherche SONYA (Socio-Environmental Dynamics Research Group) de l'Université libre de Bruxelles (ULB). Ses travaux, à l'intersection de la géopolitique de l'eau et de l'étude de l'adaptation aux changements climatiques, portent sur l'évolution des relations hydropolitiques face aux transformations socio-environnementales, ainsi que sur les politiques d'adaptation dans les bassins transfrontaliers. Elle a notamment mené plusieurs enquêtes de terrain dans le bassin du Syr Darya, en Asie centrale. Elle est actuellement chercheuse en postdoctorat à l'IEDP (Université Paris-Saclay) et à l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM), où elle étudie les dynamiques de conflit et de coopération autour des ressources en eau en Asie, avec une approche comparative entre l'Asie centrale et l'Asie du Sud.

